



ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 06 JUIN 2023

Services Techniques
CL/AF
N° 163 /2023

OBJET : Travaux de renouvellement du réseau gaz – avenues Alembert, Kellermann et Diderot.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande de la société LOCATRA, 74 rue Henri Farman 93290 Tremblay-en-France concernant des travaux de renouvellement du réseau gaz avenues d'Alembert, Diderot et Kellermann, pour le compte de GRDF.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 19 juin au 22 septembre 2023, la société LOCATRA est autorisée à procéder à des travaux de renouvellement du réseau gaz avenues d'Alembert, Diderot et Kellermann.

Article 2 : Le stationnement sera interdit pendant la durée des travaux et selon l'avancement du chantier :

- Avenue d'Alembert, dans son intégralité.
- Avenue Diderot, à partir du n°6 jusqu'à l'avenue d'Alembert.
- Avenue Kellermann, deux places de stationnement seront neutralisées au droit du n°1 avenue Kellermann.

Article 3 : Avenue d'Alembert, la circulation sera interdite de 9h00 à 16h00 pendant la durée des travaux et selon l'avancement du chantier

Les avenues Diderot et Montesquieu seront exceptionnellement mises en double sens de circulation uniquement pour les riverains pendant la durée des travaux.

L'avenue Kellermann sera restreinte sur une voie.

Une déviation sera mise en place par la société sous le contrôle de la police municipale et des services techniques municipaux.

Article 4 : Une base vie sera installée sur les places matérialisées au 5 avenue d'Alembert sur 28 mètres linéaires.

Article 5 : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

Article 6 : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

Article 7 : Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. Les enrobés seront repris en pleine largeur.

Article 8 : Avenue d'Alembert, la couche de roulement sera reprise dans son intégralité jusqu'au n°3 de l'avenue Diderot.

Avenue d'Alembert, les enrobés sur trottoir seront repris dans leur totalité sur les 4 zones suivantes :
Du n°5 au n°7 – du n°11 au n°13 – du n°17 au n°19 – du n°23 au n°25.

Article 9 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

Article 10 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société LOCATRA sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 11 : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 7 jours ouvrés à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté. Un courrier d'information aux riverains sera distribué par l'entreprise.

Article 12 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 13 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune, celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 14 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société. Les gravats devront être évacués.

Article 15 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

Article 16 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société LOCATRA 74 rue Henri Farman 93290 Tremblay-en-France.

François ABOUJ
Conseiller municipal
Délégué aux travaux

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le : **06 JUIN 2023**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

06 JUIN 2023

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.